



## **Derrière la dette argentine, le problème de la propriété foncière**

Xavier Dupret

12.000 signes

Octobre 2016

*Revenir sur le marché international des capitaux, c'est la piste que propose la droite argentine aujourd'hui. On rappellera que le leader de la droite, Mauricio Macri, avait, en 2014, soutenu l'idée que le gouvernement de Cristina Kirchner paie les fonds vautours rubis sur l'ongle pour pouvoir réemprunter sur les marchés financiers alors que la justice américaine harcelait son pays.*

La réponse peut paraître claire, simple et définitive. Puisqu'il manque des dollars à Buenos Aires, il apparaît simple de les faire entrer au pays aux conditions de la finance internationale sans autre forme de procès et sans plus de considérations de politique économique. Mais les choses sont, comme nous allons le voir, un tantinet plus complexes.

### *Risque de change*

Une « méga-entrée » de dollars au sein de l'économie argentine aurait pour effet une appréciation du cours nominal du peso. Le pouvoir d'achat des couches moyennes de la population en sortirait dopé. Mais vu les différentiels de productivité entre l'économie argentine et le monde développé, il résulterait de ce mouvement d'appréciation une dégradation certaine de la compétitivité du pays. L'administration Macri a anticipé le problème en pratiquant une dévaluation de grande ampleur du peso par rapport au dollar dès décembre 2015 de façon à amortir ce choc. Au passage, l'équipe économique du président Macri a démantelé le complexe et inefficace appareil de contrôle des changes mis en place sous l'administration Kirchner. Il existait, à cette époque, cinq cours de change différents en Argentine.

A côté du cours officiel du peso, on comptait quatre autres types de taux de change sectoriels. Cette pratique était, pour faire simple, supposée assurer une ponction du secteur agro (via ce qu'on appelait le « dollar soya » coté en deçà du niveau du peso officiel) en direction du secteur industriel. On notera également l'existence d'un « dollar touriste ». Ce dernier était moins favorable que le cours officiel de façon à décourager les sorties de devises des touristes argentins. Un type de change spécifique était également destiné aux industries lourdes du pays. Le taux de change de ce peso était plus avantageux que le cours officiel de façon à permettre l'importation d'équipements coûteux. Enfin, un cinquième taux de change, là encore moins avantageux que l'officiel, frappait les opérations de cartes de crédit impliquant un paiement à l'extérieur libellé en dollars<sup>1</sup>.

L'unification des taux de change de décembre 2015 est allée de pair avec une dépréciation de 30% du peso. Avec le recul, on peut estimer que des facteurs structurels inhérents à l'économie argentine rendaient délicate l'application d'une politique des taux de change multiples. On sait peu en Europe que l'Argentine, bien qu'étant un pays à revenu élevé, est bien moins bancarisée que ses voisins. En 2014, 50% seulement de la population argentine de plus de 15 ans était titulaire d'un compte en banque. Au Brésil, ce taux est de 68% (contre 63% au Chili)<sup>2</sup>. Une partie non négligeable de la masse monétaire en circulation en Argentine appartient donc à des circuits parallèles. Ces derniers nourrissent un flux peu contrôlable (et peu contrôlé, d'ailleurs) par les pouvoirs publics. Aussi lorsqu'en 2012, le gouvernement argentin décidait, afin de stabiliser le cours du peso, de ne plus autoriser les opérations de change que sous présentation des documents du fisc permettant de retracer l'origine du revenu des contribuables désireux d'acquiescer des devises, un marché noir du dollar s'est aussitôt formé. Sur ce marché, le cours du dollar était sensiblement plus élevé qu'à l'officiel puisque les capitaux noirs du pays venaient chercher des dollars qui commençaient à se raréfier puisque le cours des matières premières était orienté à la baisse.

### *Histoire de rente(s)*

L'idée sous-jacente des taux de change différenciés consiste à exploiter la rente différentielle favorable du pays sur les matières premières alimentaires. En veillant à (re)définir les termes de référence de la problématique, on prendra soin de souligner que la rente différentielle correspond à une distinction profonde entre deux catégories de marchandises échangées sur les marchés. David Ricardo<sup>3</sup> (1772-1823) distingue les marchandises reproductibles et non reproductibles. Les premières sont, selon Ricardo, multipliables à l'infini. Pour assurer cette reproduction, une augmentation de travail et de capital s'avère suffisante. En revanche, la quantité des biens non-reproductibles est indépendante de l'action humaine. Leur rareté constitue une donnée absolument exogène.

La valeur d'échange des deux catégories de biens est déterminée sur une base totalement différente. Selon Ricardo, la valeur d'échange des biens reproductibles est proportionnelle à la quantité de travail (direct et indirect) mis en oeuvre dans leur procès de production. En ce qui concerne les marchandises non reproductibles, leur valeur d'échange serait strictement

---

<sup>1</sup> *La Razón*, édition mise en ligne le 21 septembre 2016.

<sup>2</sup> Banque mondiale, janvier 2015.

<sup>3</sup> Pour la rédaction de cet article, l'auteur s'est fortement inspiré de l'article de Jean Cartelier, *La théorie de la rente dans la logique ricardienne* in *Théorie de la rente. Prix de production internationaux. Conception classique de la concurrence. Débat sur la théorie de la valeur*, Cahiers d'économie politique, 1979, vol.5, N°1, pp. 11-20.

déterminée par le rapport existant entre l'utilité et la rareté, c'est-à-dire par le simple jeu de l'offre et de la demande. Et, précisément, l'agriculture (le secteur clé de l'Argentine dans la division internationale du travail) fait intervenir massivement un facteur non reproductible, à savoir la terre.

Plus fondamentalement, la formation d'une rente agricole dépend de quatre facteurs fondamentaux. Tout d'abord, la terre est, chez Ricardo, une ressource non produite. Elle existe donc en quantité limitée, et par-dessus tout, elle fait l'objet d'une appropriation par des propriétaires fonciers qui cherchent à en tirer le revenu le plus élevé possible. Par ailleurs, les terres sur lesquelles les aliments (Ricardo avait choisi l'exemple du blé) sont produits sont d'une fertilité inégale. Dès lors, une même quantité de capital et de travail y produisent des récoltes inégales. Tertio, les produits alimentaires, comme toute marchandise, possèdent un prix unique. Et, *last but not least*, les capitalistes agraires peuvent entrer et sortir de l'agriculture quand bon leur semble et investir leur capital où ils veulent. L'approche de Ricardo, relativement exacte d'un point de vue descriptif, omet cependant une donnée fondamentale. Ricardo présuppose, en effet, que les terres les moins fertiles ne paient pas de rente. Or, dans l'économie capitaliste, il n'existe aucune terre dont la location serait gratuite. Cela signifie *a contrario* qu'en l'absence de propriété privée de la terre, l'excédent perçu sous forme de valeur absolue par les capitalistes fonciers entrerait dans la répartition générale entre secteurs puisque les produits agricoles se vendraient au prix de production. C'est sur la base de ces considérations que Léon Walras (1834-1910), qui n'était pas un marxiste, considérait que l'agriculture devait être nationalisée. Le camarade Walras reconnaissait que la propriété privée du sol entravait le transfert des capitaux à l'industrie.

#### *La propriété foncière au centre du jeu*

La question de la propriété privée des terres et de la concentration de la propriété foncière a été systématiquement ignorée par la gauche péroniste au pouvoir depuis 2003 à Buenos Aires. Il est de ce point de vue particulièrement significatif que la question du contrôle des changes supposé organiser le transfert de ressources de l'agro vers l'industrie soit intervenue après l'échec de l'adoption d'une politique de taxation des revenus du secteur agroexportateur national. Pour mémoire, l'Argentine dispose d'un arsenal de taxes sur l'exportation des matières premières. On les appelle *retenciones* (traduction française : rétentions). Le mécanisme par lequel des rétentions ont été appliquées en Argentine consiste en un prélèvement à la source sur les ventes à l'extérieur.

On remarquera que les rétentions appliquées par le gouvernement argentin sur le secteur de l'énergie sont mobiles, c'est-à-dire proportionnelles aux cours en vigueur sur les marchés internationaux. Jamais les puissants producteurs de soya ne se sont vus appliquer un tel régime alors que l'Argentine vit fondamentalement de ses exportations agricoles.

Certes, une tentative d'imposer des rétentions mobiles au secteur agro a vu le jour en 2008. A la base, ce projet de loi établissait une règle de mobilité du pourcentage de taxation s'appliquant aux exportations argentines de soya. Le secteur latifundiaire a aussitôt organisé un blocus des grandes villes du pays. Le prix des aliments a fini par grimper en flèche dans le grand Buenos Aires où vit un tiers de la population argentine. Le projet de rétentions mobiles, en dépit de l'insistance du kirchnérisme, était rejeté par le Sénat argentin.

A l'heure où, suite à la dégradation des cours, l'administration de Mauricio Macri a décidé de baisser sensiblement voire, dans certains cas, d'annuler complètement les rétentions

appliquées au secteur agro<sup>4</sup>, on n'omettra pas de préciser que le projet de rétentions mobiles du pouvoir kirchnériste avait le mérite de doter l'argentin de recettes fiscales intéressantes pour se préparer à un retournement de la conjoncture. Compte tenu du caractère limité des marges de manœuvre dont dispose l'Argentine aujourd'hui, la chose n'est évidemment pas anodine.

Ces marges retrouvées auraient pu s'avérer fonctionnelles dans le cadre d'un projet d'industrialisation conséquent, donc d'amélioration structurelle des termes de l'échange et partant, des besoins de financement du pays. La dépendance au dollar passant par l'endettement extérieur en eût été évidemment réduite d'autant.

De plus, la demande de dollars de l'économie argentine ayant, comme nous l'avons vu, pour but de contrer les effets sur le patrimoine de l'inflation, on pointera le fait suivant. Lorsque les rétentions baissent, l'inflation en Argentine augmente puisque les marges de référence en vue de la détermination des prix intérieurs en Argentine vont se poser en comparaison des prix en vigueur sur les marchés internationaux qui offrent des taux de marge supérieurs au marché local. Le prix des aliments va alors augmenter sans relation avec les gains de productivité de l'économie locale. Il en résulte, par conséquent, la formation d'un phénomène inflationniste structurel important.

En revanche, l'augmentation de la fiscalité sur les exportations permet de diminuer le différentiel de marge entre les prix externes et internes. Il en résulte une augmentation des quantités vendues en Argentine et par-delà, un mécanisme structurel de limitation des prix. Au total, la dépendance au dollar en ressort amoindrie. Le recours à la dette extérieure devient, dès lors, moins pressant pour l'économie argentine. On pourrait prolonger la réflexion en estimant logiquement que la nationalisation des grands domaines latifundiaires, assortie d'une réforme agraire redistributive, serait de nature à poser les bases d'un décollage économique et d'une industrialisation du pays.

Pour citer cet article : Dupret, Xavier, *Derrière la dette argentine, le problème de la propriété foncière*, Association culturelle Joseph Jacquemotte (ACJJ), Octobre 2016, Url : <http://www.acjj.be/publications/analyses/>

---

<sup>4</sup> *Ámbito Financiero*, 14 décembre 2015.